

De l'esclavage moderne dans les usines slovaques

Série d'été 5/6

Au fil
du Danube

À contre-courant

Le Danube industriel

Nos envoyés spéciaux ont remonté le cours du Danube, le deuxième plus long fleuve d'Europe (après la Volga russe). Ses eaux baignent plusieurs capitales (Vienne, Bratislava, Budapest, Belgrade) et traversent ou effleurent dix pays, de la Forêt-Noire à la mer Noire.

Aux périphéries industrielles de l'Union européenne, en République tchèque et en Slovaquie, les immenses usines qui se sont installées ces dernières années manquent de bras. Pour répondre à la demande, certaines agences d'intérim n'hésitent plus à importer illégalement des travailleurs des Balkans pour 2,5 euros de l'heure.

Au bord des routes, les immenses panneaux publicitaires strient le paysage tandis que les usines poussent comme des champignons au milieu des champs : PSA à Trnava, Samsung à Galanta et Voderady, Jaguar Land Rover à Nitra, etc. Depuis quelques années, la Slovaquie se transforme en banlieue manufacturière de l'Europe. Au point que le pays se classe aujourd'hui premier constructeur automobile mondial par habitant, avec plus d'un million de véhicules produits chaque année pour une population d'à peine 5,4 millions d'âmes. Pour répondre à la forte croissance de leur activité, aujourd'hui supérieure à 5 %, les grands groupes installés dans les nouveaux "petits tigres" d'Europe centrale – Slovaquie, mais aussi République tchèque ou Hongrie – ont de plus en plus recours à des travailleurs étrangers.

Plusieurs fois par semaine, des convois d'une vingtaine d'autocars s'ébranlent de Serbie. A leur bord, des femmes et des hommes qui partent travailler dans les usines de Bratislava ou de Prague. Leurs salaires ? 2,20 à 2,50 euros de l'heure, payés en fonction du temps effectivement travaillé. "On peut travailler tous les jours, jusqu'à 12 heures d'affilée", raconte le journaliste serbe Dragan Krsnik. Cet hiver, il a publié un retentissant reportage après s'être fait

embaucher chez Samsung. "Par contre, si l'activité ralentit, on accumule les jours non travaillés et donc non payés."

Pour postuler, il suffit de répondre aux nombreuses petites annonces postées par les agences sur les réseaux sociaux et les sites spécialisés, et d'avoir un passeport valide. Les ressortissants de Serbie bénéficient depuis 2009 de visas de trois mois pour l'Espace Schengen, mais il leur est interdit de travailler sans permis. "La liberté de circulation est une avancée obtenue par Belgrade dans le cadre de son processus de rapprochement avec l'Union européenne, et nos citoyens y sont très attachés", explique l'ambassadeur de Belgrade en Slovaquie, Sani Dermaku.

Selon le diplomate, le phénomène d'intérim transfrontalier a commencé à se développer fin 2015, pour ne cesser depuis d'augmenter. "Nous avons eu deux cas d'accidents et nous avons dû rapatrier plusieurs travailleurs qui, faute d'avoir été payés, ne pouvaient plus rentrer chez eux", continue-t-il. Les agences mandatées par les grands groupes factureraient l'heure de travail entre 8 et 12 euros. Les Balkaniques ne coûtent donc pas vraiment moins cher que des employés locaux, mais ils présentent un grand avantage : une totale flexibilité, très utile quand les chaînes de montage doivent augmenter les cadences.

Des arrangements avec l'inspection

L'agence Largo, basée à Bratislava, était la plus connue de ces prestataires, avec des antennes à Budapest, Belgrade et Novi Sad. Elle a théoriquement été fermée en juin, mais au mois de juillet, des travailleurs employés par l'usine Samsung de Galanta, en Slovaquie, affirmaient encore être passés par ses services. L'inspection du travail procède à des vérifications, mais "les agences ont des contacts au sein des autorités. Il suffit de ne pas faire travailler les Serbes le jour où un contrôle est prévu", assure Dragan Krsnik. Les salaires sont payés en liquide, à la fin de chaque mois tandis que la dernière paie est versée au pays, une fois que les travailleurs sont rentrés chez eux.

Largo loge une partie de ces intérimaires serbes à Sal'a, à une quarantaine de kilomètres à l'est de Bratislava, dans un foyer situé près de la voie ferrée. Goran et Luka, la trentaine, sont arrivés il y a deux mois. "On est réparti au gré des arrivées, les hommes d'un côté, les femmes de l'autre", explique Goran. En ce début d'été, c'est le faible niveau d'activité qui les

préoccupe. "Les bons mois, on peut gagner 700 euros", poursuit Luka, qui n'en est pas à son premier passage chez Samsung Galanta. "Mais ce mois-ci, je serais déjà content si j'arrive à me faire 400 euros." Désœuvrés, ils traînent toute la journée dans leur chambre, hormis des courses rapides au Lidl du coin.

Après avoir longtemps feint de l'ignorer, les autorités de Belgrade et Bratislava se sont décidées à se saisir du problème. Un protocole d'accord bilatéral pourrait bientôt légaliser l'embauche des Serbes. Selon les estimations, au moins

80000 postes de travail seront à pourvoir dans les trois prochaines années en Slovaquie, alors que le chômage n'atteint plus que 8 % de la population active. Martina Malakova-Le Gall, fondatrice d'une société de génie électrique et présidente de la chambre de commerce franco-slovaque, résume la position du patronat : "Nous avons besoin d'électriciens, de maçons, de soudeurs. L'importation de

travailleurs est indispensable pour soutenir notre économie." Selon elle, les responsables politiques slovaques devraient "renoncer au populisme et au nationalisme", et accepter d'ouvrir les frontières du pays.

La Slovaquie a d'autant plus besoin d'importer des ouvriers que le pays voit sa natalité s'effondrer depuis un quart de siècle. Or, le réservoir balkanique est lui-même bien loin d'être inépuisable. Sans compter que des entreprises autrichiennes ou centre-européennes délocalisent déjà leurs unités de production dans la région pour bénéficier d'une main-d'œuvre parfois meilleur marché qu'en Asie. Dragan Krsnik résume ainsi la situation : "Les Slovaques partent chercher du travail en Europe de l'Ouest, les Balkaniques viennent se faire embaucher en Slovaquie. Bientôt, il faudra importer des gens pour faire tourner les usines serbes. D'où les fera-t-on venir ? Peut-être du Proche-Orient ou d'Afrique."